

Un report des recrutements "techniquement compliqué" selon François Ecalle

700 millions d'euros d'économies sur la masse salariale de l'État, "c'est le coût d'environ 20 000 recrutements en année pleine", explique l'économiste François Ecalle. Le projet de loi de finances pour 2024, pour rappel, prévoyait un peu plus de 8 000 créations nettes d'emplois dans la fonction publique d'État. "Mais cela veut aussi dire plus de 60 000 recrutements pour compenser les départs à la retraite", indique-t-il. Surtout, ajoute François Ecalle, les problèmes de recrutement "sont tels" à l'État que "les créations nettes d'emplois ont été inférieures aux autorisations des budgets ces dernières années". A ses yeux, pour trouver 700 millions d'euros d'économies dans les dépenses de personnel, "il va falloir ouvrir beaucoup moins de postes que prévu en début d'année" et, si l'État y parvient, "il y aura moins d'emplois en 2024 qu'en 2023". "C'est possible mais sans doute techniquement compliqué car les schémas d'emplois ont en principe été validés en janvier et le gel sur le titre II du budget (celui relatif aux dépenses de personnel) est limité à 0,5% des crédits des ministères", estime l'ancien rapporteur général du rapport de la Cour des comptes sur la situation et les perspectives des finances publiques.

PAR BASTIEN SCORDIA

21 février 2024, 11:54, mis à jour le 21 février 2024, 11:54

Fonction publique